

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 10 novembre au 14 novembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : Construction de la deuxième interconnexion électrique entre Djibouti et l'Éthiopie
- ❖ **Éthiopie** : Le pays accueillera la COP32 en 2027
- ❖ **Rwanda** : Lancement d'un cadre régional d'intégration économique avec le RDC

LE CHIFFRE A RETENIR

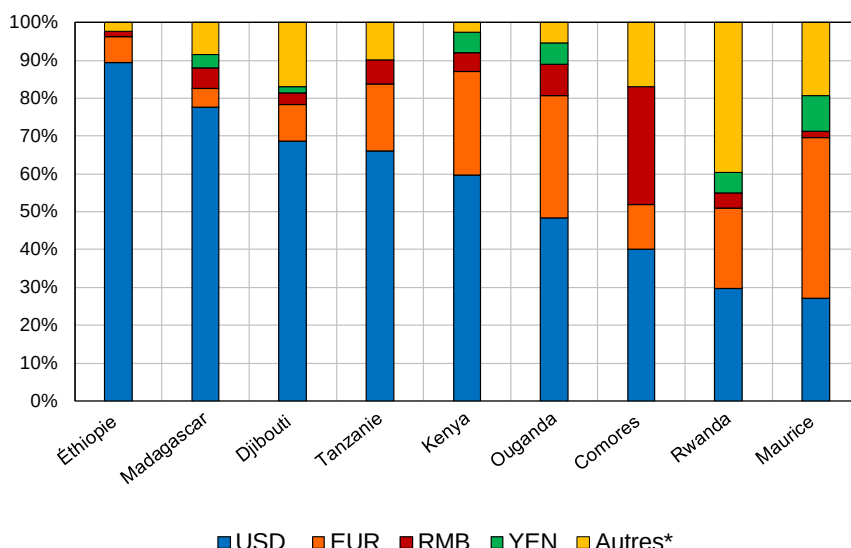
23,2 Md USD

**KENYA : CAPITALISATION BOURSIERE DE LA
BOURSE DE NAIROBI (NSE) AU 6
NOVEMBRE, SOIT 19,4 % DU PIB**

Le graphique de la semaine

AEOI : composition en devises des dettes extérieures

- en % du total de la dette extérieure -



Source : Calculs DG Trésor, Banques centrales et ministères de l'Économie et des Finances.

Données : juin 2025, sauf pour Éthiopie, Djibouti et Comores (juin 2024), et Septembre 2025 pour Tanzanie

* Dans la catégorie « Autres », figure notamment de la dette extérieure libellée en Droits de tirage spéciaux (DTS). Les DTS s'agit d'actifs de réserve internationaux créés par le FMI, dont la valeur repose sur un panier de cinq devises : dollar américain, euro, yuan chinois, yen japonais et livre sterling. Les DTS ne sont pas une monnaie, mais peuvent être échangés entre les pays membres du FMI contre des devises librement utilisables. Au Rwanda, la part de DTS est très importante.

Dans la région AEOI, les dettes publiques sont majoritairement extérieures, c'est-à-dire détenues par des créanciers non-résidents. Une large part de ces dettes est libellée en devises étrangères, ce qui permet souvent aux pays d'accéder à des financements moins coûteux que sur leur marché domestique. Toutefois, cette caractéristique les expose au risque de change : en cas de dépréciation de la monnaie locale par rapport à la devise de libellé, le coût réel du service de la dette augmente mécaniquement. Dans la région, le dollar américain (USD) est la monnaie dominante dans la structure des dettes extérieures, en particulier en Éthiopie, à Madagascar, à Djibouti, en Tanzanie et au Kenya. Certains pays dans le monde cherchent actuellement à diversifier la composition de leur dette en se tournant vers des devises dont le coût d'emprunt leur est plus favorable que le dollar. Par exemple, en octobre 2025, le Kenya a obtenu une restructuration de sa dette chinoise, notamment en convertissant une partie de celle-ci de l'USD vers le RMB.

REGIONAL

Construction de la deuxième interconnexion électrique entre Djibouti et l'Éthiopie

Électricité de Djibouti (EDD) a officiellement lancé la construction d'une ligne électrique haute tension Nagad-Galafi, qui constituera la deuxième interconnexion entre l'Éthiopie et Djibouti. Financé à hauteur de 110 M USD par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, le projet prévoit une ligne à double circuit de 292 km, dont 190 km sur le territoire djiboutien, ainsi que l'extension des postes électriques de Nagad à Djibouti et de Semera en Éthiopie. Cette interconnexion vise à sécuriser l'approvisionnement électrique de Djibouti, stabiliser les flux importés d'Éthiopie et intégrer davantage les énergies renouvelables. Elle devrait également permettre d'améliorer le niveau de service du train reliant les deux pays, qui est parfois interrompu, entre autres raisons, à cause de coupures d'électricité. Ce nouveau projet s'inscrit dans la feuille de route énergétique djiboutienne, qui ambitionne un mix électrique avec 100 % d'énergie verte d'ici 2035.

L'indice MSCI ajoute à son indice *Frontier Small Cap* deux sociétés kényanes et retire une société maurienne

Le 5 novembre 2025, *Morgan Stanley Capital International (MSCI) Inc.* a ajouté deux entreprises kényanes à l'indice des petites capitalisations de MSCI Frontier, avec effet au 24 novembre 2025. Il s'agit de CIC Insurance Group Plc (assurances) et Williamson Tea Kenya Plc (agriculture). Cette inclusion renforce la visibilité auprès des investisseurs étrangers des sociétés cotées à la Nairobi Securities Exchange (NSE). Elle intervient alors que la participation étrangère à la NSE a ralenti, malgré une valorisation du marché dépassant 23,2 Md USD (3 000 Md KES) au 6 novembre. Au cours de l'année écoulée, MSCI a ajouté sept sociétés kényanes, dont Kenya Power (énergie), Carbacid Investments (industrie chimique), Bamburi Cement (ciment/construction) et Housing Finance Group (finance), à l'indice des petites capitalisations. Standard Chartered Bank a rejoint l'indice principal des marchés frontières aux côtés de Safaricom (télécommunications), Equity Group (finance), KCB (finance), East African Breweries (consommation) et Cooperative Bank (finance). A

l'inverse, la société mauricienne Gamma Civic a été retirée de l'indice MSCI. Le *MSCI Frontier Markets Small Cap Index* couvre les petites capitalisations dans 28 pays de marchés dit « frontières ».

BURUNDI

Lancement de la stratégie nationale de gouvernance des données

Le Burundi a officiellement lancé, le 7 novembre 2025, sa stratégie nationale de gouvernance des données (SNGD), lors d'une cérémonie dirigée par le ministère des Finances et de l'Économie numérique. Cette stratégie vise à évaluer l'état actuel de la gouvernance des données dans le pays et à définir une feuille de route alignée sur les priorités mondiales et africaines. Elle soutient l'Agenda 2063 de l'Union africaine et s'aligne sur les cadres internationaux et continentaux de protection des données, y compris la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles, et exprime l'ambition de se conformer aux normes du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) de l'Union européenne. Les initiatives prévues incluent des centres de données nationaux, un centre d'opérations de sécurité, et la mise en place d'une Autorité de protection des données personnelles et, potentiellement, d'une Académie nationale des données et d'un Fonds d'innovation des données.

COMORES

Stabilisation de la dette publique en 2024

Selon le rapport annuel de la Banque centrale des Comores, la dette publique totale était de 221 Md KMF (449,2 MEUR) à la fin décembre 2024, en hausse de +9,5 % par rapport à 2023. Elle a atteint 28,4 % du PIB en décembre 2024, un pourcentage quasi stable par rapport à décembre 2023 (28,5 %). La dette publique est très largement extérieure (81,9 % du total). En son sein, la dette multilatérale est majoritaire (50,6 %), devant la dette bilatérale (25,9 %) et la dette garantie (23,5 %). Les principaux créanciers de la dette multilatérale sont la Banque mondiale (30 %), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (15 %) et le FMI (14 %). Les principaux créanciers sont le Fonds saoudien pour le développement (46 %), l'Exim Bank of India (29 %) et le Fonds du Koweït (23 %).

ÉTHIOPIE

Le pays accueillera la COP32 en 2027

Addis-Abeba devrait accueillir la 32^{ème} Conférence des Parties (COP) des Nations unies pour le climat en 2027. La candidature éthiopienne a été approuvée à l'unanimité, mardi 11 novembre, par le groupe Afrique, lors de la COP30 organisée à Belem au Brésil. Pour convaincre et valoriser sa candidature face au Nigeria, qui s'était également porté candidat, l'Éthiopie, très faible émetteur de gaz à effet de serre, a mis en valeur ses efforts en matière de reforestation via le projet *Green Legacy*, ainsi que son mix électrique quasi intégralement renouvelable. L'Éthiopie avait annoncé sa candidature pour accueillir la COP32 à l'occasion de la seconde édition de l'Africa Climate Summit qui s'est tenue à Addis-Abeba début septembre 2025.

Augmentation des exigences en matière de fonds propres pour les banques commerciales

Une nouvelle directive de la Banque centrale éthiopienne (NBE) réhausse les exigences des fonds propres pour les banques commerciales. Le ratio minimum de fonds propres de catégorie 1 (capital social, profits non distribués) que devront maintenir les banques est de 9 % des actifs pondérés en fonction des risques, et le ratio de capital total minimum de 11 % (incluant les fonds propres de catégorie 2). Les banques commerciales devront également soumettre à la NBE des rapports financiers trimestriels. En outre, la directive élargit la manière dont les risques sont mesurés, les banques étant désormais obligées de calculer leurs exigences de fonds propres pour le risque de crédit mais aussi pour le risque de marché et le risque opérationnel. Les banques commerciales ont jusqu'au 31 décembre 2026 pour se mettre en conformité, sous peine d'amendes. L'introduction de ces exigences vise à renforcer la conformité avec les standards de Bâle II et III.

KENYA

Levée du gel sur les nouveaux contrats d'achat d'électricité

Les députés ont levé, le 11 novembre, le gel imposé en 2018 sur la signature de nouveaux contrats d'achat d'électricité (PPA), initialement instauré pour réviser les accords jugés coûteux avec les producteurs. Bien que ce moratoire visait à corriger

les tarifs élevés, il a freiné la croissance de la production locale d'électricité, rendant le Kenya de plus en plus dépendant des importations. L'électricité importée représente désormais 10,6 % de l'approvisionnement national en juin 2025, contre seulement 4,9 % en 2024 et 1,0 % en 2021. Malgré cela, les délestages, notamment entre 17 h 00 et 22 h 00, se poursuivent en raison d'un déficit croissant d'approvisionnement, la demande de pointe ayant augmenté de 243 MW depuis 2022. Les législateurs ont fixé un plafond de prix à 0,07 USD par kWh afin de contenir les coûts futurs. La levée du gel est jugée essentielle pour renforcer la capacité nationale, réduire la dépendance envers l'Éthiopie et l'Ouganda, et stabiliser l'approvisionnement énergétique face à la hausse de la demande et aux risques liés à l'hydroélectricité régionale.

MADAGASCAR

Rachat de l'entreprise kényane Wananchi par AXIAN Telecom

Le groupe AXIAN Telecom, via sa filiale Yas, a finalisé l'acquisition de 99,63 % de Wananchi Group (maison mère de Zuku et Simbanet), acteur important dans la connectivité haut débit en Afrique de l'Est. Cette opération renforce la présence de Yas dans le secteur de la fibre optique au Kenya (12,7 % de part de marché), et ouvre la voie à une expansion régionale vers la Tanzanie, l'Ouganda et le Malawi. AXIAN, 6^e opérateur mobile africain présent sur 11 marchés africains avec plus de 40 millions de clients, consolide ainsi sa stratégie de croissance par acquisitions et investissement réseau. Le groupe a unifié ses réseaux mobiles sous la marque Yas en novembre 2024 et ses activités fintech sous Mixx by Yas, dans le but de rationaliser ses services et d'étendre sa présence panafricaine. Ce rachat pourrait permettre à Yas de desservir plus d'un million de foyers kényans et d'accélérer le développement de services à forte valeur ajoutée comme le réseau étendu à définition logicielle et la connectivité cloud.

Dissolution du Conseil national de la vanille

Le 10 novembre, le nouveau gouvernement malgache a décidé de dissoudre le Conseil national de la vanille (CNV) à l'issue d'une réunion tenue sous la direction du Premier ministre Rajaonarivelo. Créé en 2021, le CNV avait pour mission d'encadrer et de

réguler la filière vanille, l'un des produits phares de l'exportation malgache. Le CNV a toutefois accumulé les critiques de la part des professionnels du secteur (producteurs, collecteurs ou exportateurs), notamment en termes de transparence dans la gestion des agréments, du processus administratif, et de résultats effectifs. Cette démarche s'inscrit pour le nouveau gouvernement dans une stratégie de transparence et de lutte contre la corruption, prévoyant notamment la publication des critères d'agrément et la création d'un guichet unique pour simplifier les démarches administratives. Le gouvernement a annoncé la mise en œuvre d'un plan de redressement de 12 à 18 mois, censé restaurer la crédibilité de la vanille malgache et rétablir la confiance entre les différents acteurs de la filière.

MAURICE

Hausse des arrivées touristiques sur la période janvier-octobre 2025

Selon Statistics Mauritius, le secteur du tourisme a poursuivi sa hausse, enregistrant 1 145 907 touristes sur la période de janvier à octobre 2025, soit +3,7 % par rapport à la même période en 2024. Ce montant inclut les arrivées par avion et par bateau. Les principaux marchés sont la France métropolitaine, qui est en tête avec 263 575 touristes, suivie du Royaume-Uni (128 242), de la Réunion (119 524), de l'Allemagne (96 345), de l'Afrique du Sud (84 433) et de l'Inde (62 999). Au total, en incluant les îles de la Réunion et Mayotte, 33,6 % des arrivées proviennent de France. Les recettes ont atteint 63 Md MUR (environ 1,2 Md EUR) sur la période janvier-août 2025, en hausse de + 7,7 % en glissement annuel.

OUGANDA

S&P relève ses perspectives sur la note souveraine

L'agence de notation américaine Standard & Poor's a relevé ses perspectives économiques de l'Ouganda de stable à positive. Elle maintient toutefois la note souveraine en devises étrangères et locales à B-/B et rehausse l'évaluation de transfert et de convertibilité de B- à B. Le pays reste dans la catégorie spéculative, mais avec des perspectives plus favorables. S&P met en avant le renforcement de la croissance, attendue

à +6,4 % en moyenne sur 2026-2028, portée par l'achèvement des projets pétroliers Tilenga et Kingfisher, ainsi que de l'oléoduc EACOP dont la mise en service est prévue fin 2026. Les réserves de change ont atteint, en septembre, un niveau inédit de 5,4 Mds USD, soutenues par des termes de l'échange favorables, des cours élevés du café et de l'or, et par les interventions de la Banque centrale. Toutefois, le maintien d'un déficit courant élevé et la hausse de la dette publique représentent des risques pouvant peser sur la confiance des investisseurs.

La BoU maintient son taux directeur

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Ouganda maintient son taux directeur à 9,75 %, inchangé depuis 12 mois, confirmant son approche prudente. Cette décision s'explique par les conditions macroéconomiques favorables : une inflation maîtrisée, en recul à +3,4 % en octobre (contre +4,0 % en septembre), en deçà de la cible de +5,0 %, reflétant la baisse des prix alimentaires et des services, malgré une légère hausse des coûts de l'énergie. La croissance du PIB se renforce (+0,2 pt à +6,3 % en 2024/25) et devrait augmenter à +6,5–7 % en 2025/26. Les taux de dépôt et de prêt marginal s'établissent respectivement à 3 et 4 points de pourcentage au-dessus du CBR, soit 12,75 et 13,75 %.

RWANDA

L'inflation a diminué à 5,1 % en octobre

En octobre 2025, l'inflation a diminué (à +5,1 %, après +6,2 % en septembre), selon l'Institut national de la statistique du Rwanda, marquant une quatrième baisse mensuelle consécutive depuis le pic de juin (+8,3 %). L'inflation se maintient dans la fourchette cible de la Banque nationale du Rwanda (BNR) [+2 % – +8 %]. Ce repli s'explique par le ralentissement des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (+1,0 %, après +4,0 %), notamment des légumes (-7,0 %, après -3,0 %), ainsi que des communications (+2,1 %, après +17,6 %). À l'inverse, les prix ont accéléré pour les boissons alcoolisées et le tabac (+15,0 %, après +12,3 %), le logement et les services publics (+4,8 %, après +2,7 %), l'ameublement (+6,8 %, après +6,3 %), la santé (+62,7 %, après +62,5 %) et la restauration et l'hôtellerie (+18,1 %, après +17,1 %).

Tenue à Paris de la Conférence de soutien à la paix et à la prospérité dans la région des Grands Lacs

La France a organisé, le 30 octobre à Paris, une Conférence de soutien à la paix et à la prospérité dans la région des Grands Lacs, en étroite coordination avec le Togo, médiateur de l'Union africaine sur les Grands lacs. Cette conférence avait pour objectif principal de mobiliser la communauté internationale afin de répondre à l'urgence humanitaire à l'Est de la RDC et dans la région. Elle a également été l'occasion de soutenir la dynamique de négociation et de médiation en cours, portée par les États-Unis, le Qatar et l'Union africaine. Elle a, enfin, permis d'aborder l'approfondissement indispensable de l'intégration économique régionale, vecteur essentiel d'une paix durable, en marge du Forum de Paris sur la Paix. Au total, 70 États et organisations internationales et une quarantaine d'ONG étaient réunis autour de la table pour marquer leur engagement en faveur de la paix et de la prospérité dans la région des Grands Lacs et soutenir concrètement les populations locales.

Lancement d'un cadre régional d'intégration économique avec le RDC

Le 7 novembre 2025, les gouvernements de la République démocratique du Congo (RDC) et du Rwanda ont signé à Washington [une Déclaration de Principes](#) établissant un cadre d'intégration économique régionale visant à promouvoir la paix, la stabilité régionale et le développement économique durable. Ce cadre, qui sera finalisé par un accord séparé, définit une vision commune dans des secteurs clés. Il prévoit notamment d'accroître la production et l'accès à l'électricité, notamment à travers les projets Ruzizi III et le gaz méthane du lac Kivu, et d'explorer un réseau énergétique régional ; de développer les infrastructures de transport, de logistique et de technologies de l'information et de la communication, incluant ports, entrepôts et marchés, en lien avec le Corridor de Lobito soutenu par les États-Unis ; de créer des chaînes d'approvisionnement minérales transparentes et fiables.

RFC lance trois nouveaux engrais pour corriger l'acidité et les carences des sols

La Rwanda Fertilizer Company (RFC) a lancé le 10 novembre trois nouveaux engrais : Twihaze, Ongera et Ongera+. Ces produits ont été conçus pour

répondre à deux problèmes majeurs des sols rwandais : l'acidité et les carences en micronutriments, identifiés par une étude récente.

- Twihaze corrige l'acidité et enrichit le sol en phosphore, potasse et oligo-éléments.
- Ongera apporte les micronutriments essentiels pour booster les récoltes.
- Ongera+ ajoute du soufre, du zinc et du bore pour une croissance optimale des cultures.

Fabriqués près de Kigali (usine d'une capacité de production de 100 000 tonnes par an), ces engrais visent à améliorer les rendements locaux et à soutenir l'agriculture régionale.

SOUDAN

Délégation économique en Turquie

Une délégation du ministère des Finances, présidée par le sous-secrétaire d'État du ministère, a effectué une visite en Turquie, où elle a rencontré des responsables des chambres de commerce et d'industrie turques ainsi que des représentants du secteur privé. Selon le sous-secrétaire d'État, la partie soudanaise a présenté des propositions d'investissements dans des projets de reconstruction, notamment dans la réhabilitation des routes et des ponts, ainsi que dans le développement des réseaux électriques, d'eau et d'assainissement. Les discussions ont également porté sur la possibilité de construire une raffinerie d'or au Soudan.

SOUDAN DU SUD

17 M USD du Fonds vert pour le climat pour la résilience climatique dans l'éducation

L'ONG Save the Children a lancé le projet *Building the Climate Resilience of Children and Communities through the Education Sector* (BRACE), avec un financement de 17 M USD du Fonds vert pour le climat (FVC). Ce projet favorise le développement d'infrastructures scolaires durables et résistantes aux conditions climatiques. Il renforce également les capacités du ministère de l'Éducation en ce qui concerne l'adaptation aux risques climatiques, tout en soutenant l'élaboration de systèmes efficaces de sécurité scolaire et de continuité pédagogique. 200 000 élèves, dont la moitié des filles, devraient bénéficier de ce projet dans des zones affectées par les changements climatiques. Le projet vise à aider

ces élèves à rester à l'école grâce à des améliorations des infrastructures scolaires telles qu'une meilleure ventilation, l'installation de panneaux solaires, la collecte d'eau de pluie, ainsi que la mise en place de systèmes d'eau et d'assainissement.

Baisse des prix d'électricité pour le résidentiel et les industriels

La Société de distribution d'électricité de Djouba (JEDCO) a annoncé une réduction des tarifs de l'électricité pour toutes les catégories, à compter du 1er novembre. Le nouveau tarif sera de 0,273 USD/kWh pour le secteur résidentiel (au lieu de 0,303 USD) et de 0,320 USD/kWh pour le secteur industriel (au lieu de 0,348 USD). Pour rappel, cette décision fait suite aux directives du Président Salva Kiir, qui avait ordonné en septembre la révision des prix. Elle avait toutefois provoqué des tensions entre la JEDCO (détenue à 52 % par le groupe privé EZRA) et les autorités, en raison du refus initial d'appliquer la réduction.

SEYCHELLES

Formation d'un nouveau gouvernement composé de 14 ministres dont 8 femmes

Suite à la prestation de serment du nouveau Président Patrick Herminie le 26 octobre, un gouvernement de 14 ministres, comprenant 8 femmes, a été formé le 6 novembre. Le gouvernement compte un ministre de plus du fait de la scission du ministère des affaires étrangères et du tourisme en deux ministères distincts, avec Barry Faure chargé des Affaires étrangères et de la Diaspora, et Amanda Bernstein au Tourisme et à la Culture. Aucun ministre du précédent gouvernement n'a été reconduit, mais des ministres entrants tels que le ministre des Finances, Pierre Laporte, et Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche, de l'Agriculture et de l'Economie bleue, avaient déjà occupé des fonctions ministérielles sous l'administration du Président Faure. Le président Herminie a réaffirmé sa position de tolérance zéro envers la corruption. Tous les ministres et les membres de leur famille proche seront tenus de soumettre des déclarations de patrimoine exhaustives.

TANZANIE

L'inflation progresse légèrement en octobre, à +3,5 %

L'inflation annuelle en Tanzanie a légèrement augmenté pour atteindre 3,5 % en octobre 2025, contre 3,4 % en septembre, principalement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et des boissons non alcoolisées, dont l'inflation s'établit désormais à +7,4 %.

Hausse de +15 % des exportations en un an

Les exportations tanzaniennes de biens et services ont progressé de +15 % pour atteindre 17,1 Md USD de janvier à fin septembre 2025, selon la Banque de Tanzanie). Cette croissance est portée par les fortes recettes tirées des ventes d'or, des produits manufacturés et des produits agricoles traditionnels, notamment les noix de cajou et le tabac, ainsi que par l'augmentation des revenus issus du tourisme et du transport. Les exportations de biens uniquement se sont élevées à 10,1 Md USD, contre 8,2 Md USD l'année précédente, principalement soutenues par les ventes d'or, de produits manufacturés, de cajou, de céréales et de tabac. Les exportations d'or ont augmenté de +35,8 %, atteignant 4,4 Md USD en sur les trois premiers trimestres de l'année, en raison de la hausse des prix mondiaux de l'or et de la stabilité des niveaux de production. L'or demeure la principale source de devises étrangères du pays.